



31 JANVIER 2008

LES NEGOS SE DEROULERONT LES 14 ET 21 FEVRIER (2008!)

(...de plus en plus tard !)

SALAIRES, POUVOIR D'ACHAT... RIEN NE VA PLUS !

Appel à la mobilisation! La question des salaires devient un élément incontournable de la situation sociale actuelle. Le contexte politico-économique lui confère dans le cadre présent un rôle important. Tous les salariés subissent une baisse de pouvoir d'achat importante caractérisée. Les fins de mois sont de plus en plus difficiles à boucler. Patrons et gouvernement ne veulent rien entendre. SUD-Solidaires appelle à construire une mobilisation et imposer des augmentations immédiates de salaire pour toutes et tous.

Les prix augmentent sans cesse:

La hausse des prix s'accélère avec la hausse de l'essence, du fuel, du gaz, des produits alimentaires...2,5% pour 2007. L'indice des prix est en deçà de la réalité de la hausse des prix vécue par de nombreuses familles. Les dépenses de logement sont sous-estimées. Ainsi l'INSEE reconnaît que les dépenses de logement représentent plus de 20%, en moyenne, des dépenses des ménages, mais elles ne rentrent en ligne de compte dans l'indice que pour 8 % !

De fait, beaucoup de ménages modestes et de jeunes entrant dans le monde du travail ne peuvent se loger décemment. La spéculation immobilière et l'absence d'un parc de logements sociaux suffisant font que la recherche d'un logement à un prix accessible est un véritable parcours du combattant ! Les dépenses de logement des ménages ont doublé en dix ans.

Ce sont les dépenses incontournables qui augmentent le plus : les produits alimentaires, les dépenses de transport, d'énergie, de logement, etc.

Sur le plan économique, la dérive inflationniste dans lequel nous sommes engagés, qui affecte tous les postes de consommation courante va se prolonger, voire s'intensifier en 2008 (cf les propos de C.Lagarde). Seules des augmentations de salaires conséquentes éviteront la poursuite catastrophique de la dégradation de notre pouvoir d'achat.

L'indice INSEE qui sous estime constamment la réalité des choses s'établit à 2,6%.

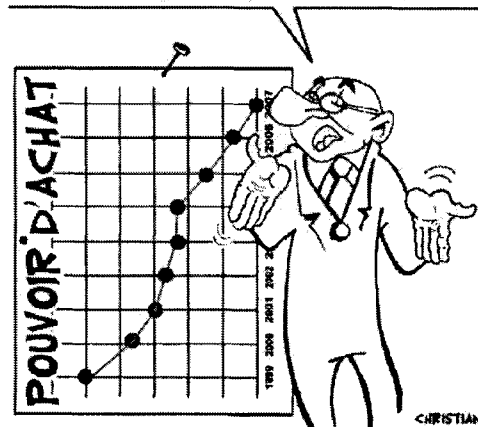
Les marges bénéficiaires des grandes entreprises des grands groupes par contre, elles, se portent bien. Les salaires et les avantages financiers des grands patrons connaissent eux des augmentations mirobolantes.

Les salaires ne suivent pas:

L'augmentation du SMIC au 1er juillet 2007 a été réduite au minimum légal : + 2%, alors que des millions de salariés sont concernés ! Les prestations sociales n'ont été revalorisées de seulement 1%.

Les retraites ont été augmentées de 1,1%. Plus du tiers des retraités, et notamment les femmes, ont une retraite inférieure à 1000 euros par mois. Le gouvernement a annoncé une augmentation pour 2008, mais sans davantage de

EN AUGMENTATION CONSTANTE !



précision... Peut-être est-ce pour faire mieux passer la pilule des mesures qu'il nous prépare, comme l'allongement de la durée de cotisation à 41 annuités, qui va encore affaiblir le pouvoir d'achat des futurs retraités.

Les fausses promesses de Sarkozy:

Sa majesté cathodique avait promis que, s'il était élu, il serait "le Président du pouvoir d'achat". Pour être clair il n'y a que le sien qui a bien augmenté (plus 205 %), les mesures qu'il a déjà prises ou annoncées ne sont pas de nature à répondre à l'exigence de véritables augmentations de salaires.

Les propositions sont dérisoires ! On a même entendu la Ministre des Finances proposer des soldes toute l'année pour augmenter notre pouvoir d'achat !

- Le déblocage de la participation : c'est toujours bon à prendre pour ceux qui en bénéficient : mais c'est loin d'être le cas pour de nombreux salariés. Cela a déjà été fait en 2004 et n'a rien résolu de nos problèmes de pouvoir d'achat ni à la reprise de la consommation.

- Travailler plus : Sarkozy a annoncé que les entreprises pourraient s'affranchir des 35 heures. Elles auraient ainsi la possibilité de ne plus payer les heures supplémentaires au-dessus de 35 h au tarif heures supplémentaires. Après avoir vanté les heures supplémentaires, les avoir défiscalisées et multiplié les exonérations de cotisations sociales, le gouvernement veut encore réduire le coût du travail et la rémunération des salariés !

- Travailler plus pour rien, ou pas grand chose, alors même que les conditions de travail se détériorent, que le stress et les maladies professionnelles se développent. Nous ne voulons pas travailler plus : nous avons droit à nos repos, à nos congés, à nos RTT : nous voulons profiter de la vie avec de vrais salaires ; nous voulons que chacun et chacune ait un vrai emploi : il faut mettre fin au chômage massif et au temps partiel imposé : avec l'allongement de la durée du travail, nous ne gagnerons pas plus, et cela augmentera le chômage à temps partiel et à temps complet !



Augmenter les salaires et partager les richesses !

D'après les chiffres officiels de l'Insee, les revenus salariaux ont stagné, hors inflation, depuis 1978 ; dans la même période, les trente dernières années, le Produit intérieur brut, la richesse du pays, a plus que doublé.

La productivité du travail ne cesse d'augmenter : en France, elle est parmi les plus fortes du monde.

Les augmentations collectives de salaires se font de plus en plus rares, les augmentations individuelles "à la tête du client" se généralisent.

Les entreprises du CAC 40 ont fait 100 milliards de bénéfices en 2006. Les entreprises bénéficient de plus de 25 milliards d'exonération de cotisations sociales, sans aucune retombée pour l'emploi !

Mais toute cette richesse n'est pas partagée : les revenus des actionnaires ont explosé !

Les réformes fiscales, comme celle de l'été dernier (le fameux paquet fiscal) profitent à une minorité !

Le partage entre capital et travail n'a jamais été aussi inégal : il faut inverser cette logique !

Le travail doit être payé à sa juste valeur !

D'autre part vu l'incertitude économique (crise financière et bancaire, possible crise économique internationale, forte probabilité d'inflation grandissante), il est plus que nécessaire de rajouter dans les accords d'entreprise 2008 des clauses de réouverture de négos en cas de dérive inflationniste.

Nos collègues allemands, pourtant peu réputés pour leur radicalisme mais plutôt pour faire de l'accompagnement, demandent une augmentation des salaires entre 7 et 8%.

SUD-Solidaires revendique nationalement:

** pas de salaire en-dessous de 1500 euros nets ;*

** rattrapage des pertes de pouvoir d'achat : des augmentations de salaire dans chaque entreprise conséquentes ;*

** revalorisation des minima sociaux, des allocations-chômage, des retraites.*

Chez FLINT, comme partout où il est implanté, le syndicat SUD n'accentuera pas la misère de tous en contribuant à l'augmentation des profits d'un petit nombre de nantis.